



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'environnement et du logement
de Bourgogne-Franche-Comté**

ARRÊTÉ

Arrêté préfectoral de mise en demeure

N° DCL-BRENV-2024-046-1

Société TWE Mâcon

Siège administratif

3, rue Lavoisier
71000 Mâcon

Site d'exploitation

3, rue Lavoisier
71000 Mâcon

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 514-5, L. 557-28, L. 557-29, L. 557-46, L. 557-53, R. 171-1 ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples, notamment son article 15 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement, référencé FL/NM/2023/M_240, établi à la suite de l'inspection des installations effectuée le 17 mai 2023 et transmis à l'exploitant par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 18 janvier 2024 et reçu le 22 janvier 2024, conformément aux dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant, sur ce projet par courrier ;

Considérant que la société TWE Mâcon exploite sur le site de Mâcon des appareils à pression visés par l'article L. 557-1 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de l'inspection sur site du 17 mai 2023, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'un appareil à pression n'a pas fait l'objet de certaines opérations de contrôle prévues par l'article L. 557-28 du code de l'environnement ;

Considérant en l'occurrence, le défaut de respect de la période maximale entre les inspections périodiques pour le réservoir d'air comprimé fabriqué par la société SIAP en 2002 et ayant le numéro de série 00015 ;

Considérant en effet que la dernière inspection périodique a été réalisée sur cet équipement le 5 novembre 2013 à l'occasion de la dernière requalification périodique suivant les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;

Considérant que, pour cet équipement, la période maximale entre les inspections périodiques :

- était fixée au maximum à 40 mois en application de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 15 mars 2000, applicable à l'époque et à ce jour abrogé ;
- est maintenant fixée au maximum à 4 ans en application du I de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 ;

Considérant dès lors qu'une inspection périodique aurait dû être réalisée au plus tard le 5 mars 2017 ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement et de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

Considérant qu'il n'est plus avéré que cet équipement sous pression susmentionné satisfasse aux prescriptions techniques qui lui sont applicables et par voie de conséquence que la sécurité du public et du personnel et la protection des biens ne sont plus garanties ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions des articles L. 557-53, L. 171-6 et L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TWE Mâcon de respecter les prescriptions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement et de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société TWE Mâcon est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L. 557-28 du code de l'environnement et de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé en soumettant, **sous deux mois**, l'équipement sous pression visé ci-après à l'inspection périodique prévue à l'article L. 557-28 du code de l'environnement et à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 susvisé :

Équipement	Fabricant	Année de fabrication	Identification de série	Volume (litres)	Pression maximale admissible (bar)	Date de la dernière inspection périodique
Réservoir d'air comprimé	SIAP	2002	15	900	11	05/11/13

Le délai susmentionné court à compter de la date de notification à la société TWE Mâcon du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré aux dispositions de l'article 1^{er} du présent arrêté à l'expiration des délais impartis et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut faire application du II de l'article L. 171-8 aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision.

Article 3 – Notification et publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de deux mois.


Le présent arrêté est notifié à la société TWE Mâcon.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le maire de la commune de Mâcon, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie leur sera faite.

Mâcon, le **15 FEV. 2024**

Le préfet


Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 DIJON CEDEX) :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - a. l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'Environnement,
 - b. la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Saône-et-Loire (196 rue de Strasbourg- 71021 MÂCON CEDEX 9) ou hiérarchique dans le délai de deux mois à compter de sa notification, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le recours gracieux ou le recours hiérarchique interrompt le délai de recours contentieux. En l'absence de réponse de l'administration à l'un de ces recours dans le délai de deux mois ou si l'un d'eux est explicitement rejeté, vous disposez d'un délai de deux mois pour saisir le juge administratif comme indiqué ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.